

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

N°356 - 19 mars au 1^{er} avril 198218^e ANNÉE 3F

AFFAIRES FRANCISCI, LUCET, LE MOUËL, ETC.

Sous le voile de Marianne la pourriture bourgeoise

Defferre a été attaqué en justice pour diffamation pour avoir accusé Chirac, Pons et Pasqua d'être «protecteurs» et «complices» de Francisci, ancien conseiller général RPR, «parrain» notoire, et le tribunal l'a condamné, ce qui veut dire qu'un parti bourgeois peut avoir dans ses rangs des truands notoires sans que cela rejaille sur sa respectabilité!

Quant à Defferre, il a menacé avant le procès de faire des révélations, le moment venu. «J'ai le droit de me réserver quelques armes», non? Ce qui signifie que le scandale n'est pas scandaleux en soi, mais ne vient à la surface que pour les besoins d'une querelle qui a peu de choses à voir avec la vertu de Marianne.

En faisant fermer les cercles de jeu théoriquement interdits et en s'attaquant au milieu lié à l'ancienne majorité, le gouvernement socialiste tente de frapper le RPR à la caisse, dans ses sources de financement, dans ses moyens de corruption. Il peut bien chercher à se donner un air de propreté et de moralité républicaine, il ne peut supprimer le milieu sans supprimer le capitalisme, et ne fait donc que créer les conditions pour obliger la pègre à nouer de nouvelles alliances, c'est-à-dire à collaborer avec lui.

En mutant le commissaire Leclerc, et en sanctionnant le commissaire Le Mouël — par ailleurs «socialiste», mais l'esprit de corps passe avant! —, le nouveau gouvernement ne fait pas que restaurer l'autorité du ministère sur l'état-major de la police parisienne. Il renforce en même temps une autre clique, celle des bonzes du syndicat indépendant de la police, sans l'appui duquel le ministre ne serait qu'une potiche décorant le sommet du corps des fonctionnaires de police.

Il y a les mêmes oppositions de cliques dans l'affaire Lucet. Le chef de la Caisse primaire de Sécurité sociale des Bouches-du-Rhône n'était pas seulement militant RPR et lié au SAC. Il avait essayé de frapper le PC et la CGT à la caisse en retirant la sous-traitance (fructueuse) des dossiers à la Mutuelle des Travailleurs (CGT) et sa gestion n'avait pas rencontré l'antipathie de Defferre, maire de Marseille. Mais il semble qu'il aurait repassé le cadeau à une mutuelle contrôlée par le RPR. Et, d'autre part, fortes d'un gouvernement socialiste, la CGT veut aujourd'hui retrouver la gestion des caisses, la CFDT s'y tailler sa place.

Pardi! La Sécu emploie 180.000 salariés (que de clients politiques potentiels!) et son budget s'élèverait à 260 milliards (quel fromage!). Pas étonnant que Bergeron, qui se partage depuis les ordonnances gaulliennes de 1967 la manne avec le CNPF et redoute leur abrogation, défende aujourd'hui Lucet contre l'ignoble attaque politique et les dangereuses tentatives d'infiltration du «communisme totalitaire»!

Tout changement de gouvernement rompt donc les habitudes et oblige tous les clans, cliques et coteries à redéfinir leurs positions, à reconsidérer leurs sources de financement et d'influence, leurs liens avec l'administration, leurs moyens de pression et leurs méthodes de corruption. Cette fois les conflits provoqués sont d'autant plus aigus que la crise capitaliste exacerbe la concurrence entre les capitaux et entre les armées de parasites qui vivent sur le dos de la classe ouvrière.

Il serait faux de voir dans les larbins du du capital et les serviteurs de l'Etat, et même dans les chefs ouvriers qui se sont vendus à

(Suite page 4)

OU EN EST LE PROLETARIAT INTERNATIONAL?

Nous avons assisté ces dernières années à une vague sociale qui a secoué tous les continents, en réponse à l'aggravation de l'instabilité généralisée de la société bourgeoise ouverte par la crise économique de 1974-1975.

Cette vague a d'abord démarré dans les pays de jeune capitalisme, les plus frappés par la crise et où, à la différence des années précédentes, il est possible de discerner dans les luttes des caractères nettement prolétariens: Egypte, Tunisie, Turquie, Pérou, Iran, Brésil, Algérie, Salvador, Chine, Maroc, etc.

Les métropoles impérialistes ont certes connu des émeutes comme celles de Longwy-Denain, Miami ou Brixton, sur fond d'une agitation ouvrière plus vaste, comme en Espagne ou en Angleterre. Mais c'est en Pologne que l'on a assisté à la lutte ouvrière de la plus grande ampleur dans un pays industrialisé. La crise y a été aggravée par les formes particulières assumées par le capitalisme des pays de l'Est et par l'expérience acquise dans une série de révoltes précédentes (en 1956, 1970, 1976). Leurs enseignements ont permis de passer de la

phase de l'explosion de colère sporadique ou de l'émeute à celle d'une lutte organisée que des détachements avancés de la classe n'ont pu atteindre dans les autres pays que de façon temporaire, car ils ont été vite contraints de faire marche arrière ou broyés par un isolement épuisant.

On peut dire qu'en gros cette vague s'est maintenant retirée, non sans s'être heurtée pratiquement partout aux brise-lames de la violence d'Etat. Comme nous l'avons vu dans le précédent numéro du journal, l'ordre établi capitaliste serre la vis. On peut même constater que les Etats les plus petits serrent pour cela les rangs derrière les grands Etats impérialistes. Et la classe ouvrière, où en est-elle? Quels enseignements doit-elle tirer pour que la prochaine vague soit plus féconde?

Nous avons jusqu'ici mis l'accent sur ce qu'a enseigné cette vague: la confirmation que la conséquence essentielle de la vague anti-coloniale est la lutte du prolétariat dans les pays de jeune capitalisme; la confirmation que les contradictions capitalistes réveillent le prolétariat des métropoles,

(Suite page 2)

DANS CE NUMÉRO:

- Crise des Brigades Rouges en Italie
- La bourgeoisie prépare aussi la guerre au moyen des campagnes pacifistes

TRAVAILLEURS SANS PAPIERS

Les forces à combattre

L'accession de la gauche au gouvernement s'est traduite par une large promotion du personnel syndical et politique de l'opportunisme, dont une partie a été affectée aux différents rouages de l'appareil étatique.

On aurait tort de croire que l'expérience acquise hier dans l'«opposition» ait été vite jetée aux oubliettes. Au contraire, l'occasion est là pour mettre en application la politique réclamée alors à grands cris: celle du «dialogue» et de la «concertation», du contrôle et de la défense des intérêts nationaux. Voilà donc où réside le changement. Les «pompiers sociaux», grâce à la «vague rose» et au pouvoir qu'elle leur a mis en mains, peuvent avec une efficacité accrue parer aux incendies que ne manquent pas d'allumer l'exploitation et l'oppression, de plus en plus présentes.

On ne s'étonnera donc pas que les expulsions de sans-papiers ne prennent pas encore un caractère massif et ouvert, ni même que les différentes tentatives de riposte soient assez rapidement circonscrites.

Il n'était pas rare jusque là que la moindre petite mobilisation aboutisse à des résultats. Cela veut-il dire que le gouvernement actuel soit plus sensible aux intérêts des travailleurs? Absolument pas. Cela signifie tout simplement qu'il est plus conscient du danger que recèle toute petite étincelle. Mieux vaut donc remettre dans certains cas leurs cartes à quelques travailleurs, surtout s'ils sont régularisables au regard de la loi, que de prendre le risque d'une mobilisation générale qui pourrait imposer d'en donner à tous.

Ce procédé se trouve encore simplifié pour le gouvernement quand les mouvements des travailleurs sont plus ou moins contrôlés par les forces opportunistes; parce que ces forces partagent les mêmes craintes que lui et sont dès le départ d'accord pour empêcher toute extension du mouvement. Cela a été l'attitude de la CFDT hier durant la lutte des diffuseurs de prospectus à Paris et aujourd'hui dans celle du personnel de la restauration et celle de la MTI à Avignon (voir notamment *Le Prolétaire* n°355).

Aujourd'hui, le gouvernement durcit de plus en plus son attitude en refusant toute concession sur les conditions de régularisation. La MTI même, pourtant si loyale envers lui, n'a pas été épargnée et

(Suite page 4)

39 heures: attaque patronale et exigences ouvrières

Pour l'application des 39 heures, on ne peut reprocher au patronat d'avoir caché ses intentions: d'abord, lâcher le moins possible, et surtout, récupérer en productivité les quelques heures annuelles perdues en durée officielle du travail.

Et le gouvernement l'en félicite: bravo à BSN (verrière) pour la 5^{ème} équipe parce que, avec ce système, les ouvriers produiront plus avec le même salaire. Donc, même dans les branches où on a signé de «bons» accords, comme disent les bonzes syndicaux (c'est-à-dire où le salaire n'a pas été réduit ouvertement), les patrons se sont d'abord assurés qu'ils n'y perdraient pas.

Est-ce pour cela, comme le prétend Edmons Maire, que tout le monde y gagne? Revenons à l'exemple «modèle» de BSN. On installe de coûteuses machines qui produisent deux fois plus de bouteilles dans le même temps. Au début, on garde deux ouvriers pour les manœuvrer. Rien de changé? Seulement, le projet de la direction est, bien sûr, de supprimer à terme un des deux surveillants, comme on l'a fait, par exemple, pour les conducteurs de locomotives ou dans le métro. Et dès maintenant, pour les ouvriers chargés du tri des bouteilles, le rythme du travail a été multiplié par deux, et donc aussi la fatigue qui en résulte. Ce beau mot de productivité, qui fait si propre, si neutre et si technique, se traduit pour l'ouvrier par une fatigue et une usure démultipliées.

Quel est pour la bourgeoisie l'avantage de cette méthode d'exploitation sur l'augmentation du

temps de travail, ou l'accélération brutale des cadences? C'est qu'il est plus discret, moins voyant. Sur le moment, les travailleurs, même s'ils trouvent l'aumône vraiment maigre, ne sont pas mécontents: les femmes, de gagner quelques minutes pour courir plus vite à leur deuxième journée de travail ménager, ceux qui ont un peu de terre, un jardin, de pouvoir s'en occuper.

Dans les PTT, on fait avaler le système tuant du travail posté et de nuit pour le tri avec des primes et des contre-parties, comme les jours de congés groupés qui permettent aux jeunes éloignés de chez eux de s'évader un moment des foyers-casernes parisiens. C'est après, lentement, surtout pour les plus jeunes, que la fatigue s'installe, à coups de maladies, d'accidents du travail, qui dépendent directement — toutes les statistiques le prouvent — non seulement de la durée, mais de l'intensité du travail.

Et c'est là que veille la chiourme patronale: l'application des 39 heures se double en effet partout d'une chasse accélérée à l'«absentéisme», aux congés-maladie, de l'élimination des canards boiteux qui ont du mal à suivre le rythme, sous le prétexte de «contrats de solidarité» (dehors, les plus âgés, aux salaires un peu plus élevés!), de «qualification» (au rebut ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas battre les records de pièces à l'heure!)...

Il est donc faux de dire, comme le font depuis... plus de cent ans les courants anarchistes, que le capitalisme ne peut pas réduire le temps de travail, d'invoquer une sorte de «loi d'airain» qui limiterait «objectivement» la réduction du temps de travail comme l'augmentation du salaire, et rendrait donc inutile la lutte immédiate pour ces objectifs. Ce qui est vrai, en revanche, c'est qu'en l'absence de luttes, la bourgeoisie s'arrange toujours pour: 1°) en céder le moins possible; 2°) reprendre d'une main ce qu'elle a donné de l'autre (ajouter par exemple en intensité du travail ce qu'elle a enlevé en durée); 3°) dans ce cas précis, en profiter pour rogner les salaires, si on ne se bat pas aussi pour les défendre.

Dans les accords de branche (Suite page 2)

39 heures: attaque patronale et exigences ouvrières

(Suite de la page 1)

déjà signés, nombreux sont les secteurs où la quarantième heure n'est pas compensée intégralement: 50% seulement, par exemple, dans l'importation de charbon. Mais ailleurs, dans les «bons» accords, interviennent une nuée d'astuces juridiques et comptables: les patrons ont eu le temps d'y penser, depuis trois ans qu'ils en discutent autour des tables rondes avec les syndicats, et de mettre au point les petites cuisines qui permettent de tourner légalement les conventions collectives!

Par exemple, la quarantième heure est compensée, mais sur la base du salaire brut, sans les primes, les innombrables primes non indexées! A Renault-Billancourt, la quarantième heure n'est compensée qu'à 75% («fronde patronale» dans la première entreprise nationalisée? Laissez-nous rire!); mais on s'est arrangé pour cacher le trou dans la paye de février à coups de points d'indice pour certains, du rattrapage d'inflation déjà prévu depuis longtemps, et de tout un

labyrinthe de primes. Pour plus de sûreté, on a quand même fait suivre la réception de la feuille de paie de deux jours de chômage technique prolongeant le week-end, pour les ouvriers: cadres et régisseurs étaient, eux, convoqués et payés à 100%!

Des moyens aussi élaborés d'exploitation ne sont pas évidemment à la portée de tous les patrons. Les plus petits, ou les gestionnaires moins avisés (ce n'est pas uniquement une question de taille de l'entreprise), essaieront de s'en tirer plus brutalement, par le terrorisme anti-ouvrier, les heures supplémentaires non payées, etc. (l'un n'empêche d'ailleurs pas l'autre, Claudel à Isigny et Fulmen-Clichy ne sont pas à l'échelle française, des petites entreprises!). Ou bien ils ne s'en tireront pas et seront supprimés ou rachetés. C'est pourquoi les ordonnances actuelles sont aussi un levier pour la concentration et la restructuration capitalistes. C'est pourquoi aussi les travailleurs de ces entreprises ont besoin, en règle générale, de la solidarité de leurs camarades pour ne pas être écrasés en silence. Mais il arrive aussi que leur révolte soit un détonateur pour des luttes plus larges.

Les luttes sur le temps de travail et le salaire se sont multipliées en janvier et février malgré les tonnes de mensonges et de démagogie soporifique déversés sur les ouvriers. Les appareils syndicaux se sont donné un mal de chien pour conserver à ces luttes un caractère local, et les enfermer dans la prison des accords par branche et par entreprise.

La CFDT, au niveau central, est un des principaux auteurs de l'ordonnance. Elle défend aujourd'hui officiellement la nécessité pour les ouvriers de «choisir» entre maintien du salaire et réduction du temps de travail et prétend mordicus contre toute évidence (voir les quelques exemples cités plus haut et les chiffres du chômage!) que cela se fera au bénéfice de l'emploi!

La CGT continue, elle, à manier la phrase revendicative, et parle maintenant des 38 heures. Sans recommencer la démonstration, il est clair que les 38 heures, accordées comme les 39 heures à la discrétion des patrons et en leur laissant préparer à loisir leurs multiples combines, aboutiront au même résultat: exploitation accrue et licenciements pour la masse des ouvriers, baisse du salaire sauf pour quelques couches qu'on essaie d'acheter, augmentation du chômage, etc.

Sont aujourd'hui plus que jamais nécessaires pour une lutte efficace:

— l'effort de coordination entre entreprises et branches, qui doit être mené à travers les grèves.

— le refus de «choisir» comme y poussent les syndicats, entre salaire, emploi et temps de travail;

— l'exigence de la réduction immédiate de la journée de travail: 7 heures par jour, 5 jours par semaine au maximum, sans suppression des pauses admises auparavant.

La revendication des 35 heures est bien modeste comparée aux gains de productivité faits par le capitalisme depuis 1936!

Il est vrai cependant que si elle peut être arrachée localement tout de suite en fonction de situations particulières, elle nécessite, pour être imposée largement, une lutte puissante et coordonnée, pour laquelle les travailleurs les plus conscients et les plus combattifs ont beaucoup à faire, y compris pour dégager de la prison des manœuvres syndicales le mécontentement ouvrier qui s'est manifesté depuis janvier.

Pour aller dans ce sens, ces travailleurs d'avant-garde doivent s'efforcer d'étendre et de développer les luttes, même: les plus modestes, engagées aujourd'hui pour l'application réelle des 39 heures sans réduction du salaire ni augmentation de la dureté du travail.

60 000 F POUR LA PRESSE DU PARTI

Brochures «Le Prolétaire», déjà 18 titres parus

■ **Chili, Iran, Pologne...** Solidarité internationale. Saluant la combativité des travailleurs, nous montrons la portée historique du mouvement, dénonçons les fausses solutions politiques, rappelons le besoin urgent du parti.

■ **Métro, PTT, Foyers...** Une expérience pour les combats futurs. Il faut tirer les leçons des luttes qui marquent le réveil de la lutte de classe: organisation des travailleurs, méthodes de lutte, combat contre l'opportunisme, l'intervention du parti, etc.

■ **Soldats, Immigration, Orientations syndicales...** Nos orientations pour la lutte immédiate: les méthodes et les revendications, l'organisation, la solidarité, sur quelles forces on peut compter...

■ **Terrorisme, Elections...** Une réponse du communisme révolutionnaire à la propagande bourgeoise, une réaffirmation de nos buts et de nos moyens.

Les brochures: un matériel accessible pour la propagande et l'agitation. Un moyen privilégié pour répondre le plus complètement possible aux questions discutées parmi les travailleurs, pour faire connaître les positions spécifiques de notre parti.

Cette année, trois brochures sont d'ores et déjà en chantier:

■ **La question du chômage.** Pour des méthodes et des revendications de classe qui tendent à une solidarité active entre chômeurs et travailleurs actifs. Un point sur les luttes des chômeurs avec quelques leçons d'expériences à l'échelle internationale.

■ **La lutte contre les préparatifs de la guerre impérialiste.** A l'heure où les pacifistes organisent les premières manifestations, le Parti doit rappeler avec force les intérêts historiques du prolétariat: le défaitisme révolutionnaire et la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, tout en donnant dès aujourd'hui des orientations pratiques d'action contre tous les aspects de la militarisation.

■ **Les problèmes soulevés par l'organisation de la classe ouvrière.** Plus que jamais, les appareils syndicaux trahissent les luttes en appelant à la défense de l'économie, de l'entreprise et du pays. Comment les combattre, s'organiser indépendamment des forces qui les dirigent, comment former des réseaux entre travailleurs par delà les limites d'usines, de catégories et de boutiques syndicales...

La parution de ces trois brochures dépend de vous, militants, sympathisants, lecteurs du journal!

Lille	238,85	Pour la presse	120
Anita et Wanda	100	Paris	280
Nantes	145	Un abonné	36
Laval	16	Réunions publiques:	
Lyon	112,15	Paris, Pologne	625,50
Châtelleraut	200	Paris, Guerre	494,50
Permanence, Paris	9	Paris, Iran	445,50
Un abonné	831	TOTAL LISTE N°1	3653,50

Les souscriptions «Solidarité Algérie» seront publiées dans le prochain numéro.

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:

La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du Parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

PROGRAMME COMMUNISTE IL PROGRAMMA COMUNISTA

Où en est le prolétariat international?

(Suite de la page 1)

auquel des générations entières d'intellectuels petits-bourgeois ont fait référence quand il était encore assoupi sous l'effet de l'opium réformiste, démocratique et impérialiste, mais à qui ils s'empressent de faire leurs adieux — c'est plus clair ainsi! — dès qu'il commence à se réveiller sous les morsures de la crise capitaliste; la confirmation de la possibilité de reconstituer des organisations immédiates, indépendantes de l'Etat, comme en Pologne.

Il est maintenant indispensable d'insister beaucoup plus sur les limites du mouvement et sur ce qu'il reste à faire pour engager nos pas dans la préparation des prochaines batailles. Et la limite à atteindre se mesure mieux là où la lutte a été la plus avancée, c'est-à-dire en Pologne.

Or, ce qui frappe là, c'est le décalage énorme, le fossé béant qui existe entre le caractère authentiquement prolétarien de la poussée de lutte, et le caractère entièrement démocratique, nationaliste, réformiste et même religieux de la conscience que ce mouvement a de lui-même, même dans ses ailes les plus radicales.

Nous savions théoriquement que la lutte prolétarienne devait repartir de zéro après cinquante années de contre-révolution qui a détruit toute vie de classe organisée, réduit le parti fidèle aux enseignements de Marx et de Lénine à une petite poignée de militants, et caché derrière le drapeau du marxisme les pires formes d'oppression de classe et d'impérialisme. Nous sommes mis aujourd'hui devant la terrible traduction concrète de cette vérité.

Comment allons-nous en sortir? Le matérialisme historique nous enseigne que la classe ouvrière ne lutte, pas plus qu'une autre classe, sous l'impulsion des idées mais sous celle de ses intérêts matériels. Cepen-

dant, mue par ses besoins pressants, elle prend d'abord ses armes théoriques de combat dans l'arsenal idéologique de la société qu'elle trouve aujourd'hui, après la terrible cassure historique de la contre-révolution, entièrement alimenté au départ par les idéologies et les programmes de la classe adverse.

La classe ouvrière commence d'abord à utiliser les armes qu'elle trouve dans les lignes de faille des contradictions de la domination bourgeoise. Elle habilite ses revendications de ces idéologies, cherche à forcer ces dernières à exprimer les exigences qui lui viennent de ces poussées immédiates, elle les pousse d'abord à l'extrême.

Et il faut que des luttes répétées atteignent une certaine intensité et une certaine profondeur, se servent l'une l'autre de tremplin — ce que permet aujourd'hui une crise générale du capitalisme — pour que des groupes de prolétaires, et plus seulement des individus isolés, fassent l'expérience de l'inefficacité de ces armes, parce qu'ils se heurtent avec elles aux limites de l'ordre social existant, et tentent par conséquent de rompre avec ces programmes et ces idéologies.

La classe ouvrière en Pologne ne pouvait encore faire l'économie d'une direction poussant le démocratisme jusqu'à l'absurdité du réformisme auto-gestionnaire par le bas. En Iran, elle ne pouvait encore faire l'économie de la direction de l'opposition religieuse au régime du Chah, puis de l'opposition démocratique-réformiste au régime des ayatollahs. Elle ne pouvait faire en Europe l'économie de l'extrême gauche soixante-huitarde, ni en Italie de la «réaction terroriste» à la révélation du caractère contre-révolutionnaire des partis soi-disant ouvriers.

Il ne sert à rien de se lamenter sur l'issue immédiate catastrophique d'expériences qu'on ne peut éviter. Car pour pénibles qu'elles soient, elles ont au moins le mérite d'être faites, pourvu que le marxisme révolutionnaire sache les capitaliser et les féconder.

C'est à travers elles, et grâce à elles, pour ceux qui à l'échelle internationale ne peuvent y participer, mais les considèrent comme leurs et les suivent avec une anxieuse sympathie, que de nouvelles générations de prolétaires et de militants révolutionnaires sont poussées à chercher la voie de l'émancipation prolétarienne. Elles fournissent en même temps au communisme révolutionnaire les matériaux inestimables d'une éducation communiste.

Ces expériences livrent d'abord les éléments d'une éducation politique à des groupes de prolétaires moins restreints qu'hier, en liaison avec la participation des communistes aux luttes ouvrières sur une position qui sache rester indépendante des orientations insuffisantes ou fausses et aider les prolétaires à les dépasser, par une lutte théorique et pratique intransigeante et patiente.

Ces expériences fournissent également les points d'appui d'une propagande qui démontre aux militants qui parviennent à sentir la nécessité d'une lutte générale contre le capitalisme, la supériorité de la théorie, du programme, de la tactique et de l'organisation marxistes restaurées par la Gauche Communiste, pour répondre efficacement aux exigences des luttes idéologiques, politiques et économiques qu'exige et qu'exigera la reprise révolutionnaire de classe qu'on peut aujourd'hui entrevoir à l'horizon historique.

Elles fournissent enfin les éléments indispensables pour que le petit parti que nous sommes parvenne à acquérir l'expérience révolutionnaire qui lui manque encore après une longue période d'activité mutilée par des conditions historiques défavorables et pour qu'il se rende capable de s'adapter aux exigences de la nouvelle période historique dans tous les domaines de l'activité communiste.

Elles fournissent donc l'énergie de la «fusion entre le mouvement ouvrier et le socialisme» dont le parti communiste doit être l'agent et le creuset. Sans lui en effet cette énergie finirait par se perdre, et ces expériences seraient toujours à recommencer.

Nous n'en sommes aujourd'hui qu'aux premiers pas de ce long processus de «fusion» qui exigera beaucoup d'énergie, d'effort, dont les progrès successifs seront payés de durs sacrifices et même de douloureux et brutaux retours temporaires en arrière.

C'est le langage qu'il faut savoir tenir aux prolétaires d'avant-garde et aux militants révolutionnaires, tout en évitant de paralyser les efforts utiles à la lutte prolétarienne de ceux auxquels les circonstances n'ont pas encore permis de regarder en face les dures exigences de la préparation révolutionnaire et de les accepter.

Mais nous devons aussi montrer à ceux qui comprennent ce langage que leur devoir est de travailler avec nous, sur les bases que notre parti n'a pas inventées mais dont il a arraché les secrets à la contre-révolution par une lutte difficile mais féconde, afin de rendre possible et de favoriser ce processus de fusion qui donnera le parti compact et puissant de demain, dont la révolution mondiale a besoin pour vaincre.

LA BOURGEOISIE PREPARE AUSSI LA GUERRE AU MOYEN DES CAMPAGNES PACIFISTES

Il peut paraître curieux d'affirmer que les campagnes pacifistes sont un moyen de préparation de la guerre.

Les prolétaires qui ont réagi à l'automne dernier contre l'installation des bases de fusées américaines savent très bien en effet que l'accumulation de ces arsenaux monstrueux met leur vie en danger. Ils savent aussi par expérience que les guerres que les bourgeois mènent entre eux sont faites par prolétaires interposés.

Cela n'est pas seulement vrai sur les champs de bataille, mais de plus en plus à l'arrière, dans les villes et les usines, c'est-à-dire là où le terrorisme d'Etat soutient l'effort de guerre et où les armées adverses bombardent les objectifs civils pour paralyser l'approvisionnement des fronts et pour briser le moral des populations.

Seulement le problème est de savoir comment «on lutte pour la paix», ou plus précisément, quelles sont les **conditions** de la paix, **avec qui** on peut lutter (avec les bourgeois et avec les petits-bourgeois, qui eux aussi ne sont pas épargnés par les misères de la guerre moderne), **avec quelles armes** on peut le faire.

La guerre est un produit nécessaire du capitalisme. Ce dernier est en effet fondé sur la concurrence entre les capitaux, qui est une forme de la guerre de tous contre tous. Et cette guerre, qui est économique au départ, finit par utiliser pour ses besoins les Etats. Ces Etats ne se contentent pas de mener entre eux une guerre diplomatique. Ils ont aussi recours à la guerre tout court, dès que l'acuité des antagonismes provoqués par les contradictions économiques insolubles du mode de production capitaliste se transforment en conflits ouverts, que seule la force peut trancher.

Il s'ensuit que la lutte contre la guerre impérialiste est totalement impuissante si elle ne se lie pas strictement à la lutte contre le capitalisme, c'est-à-dire à la lutte de la classe prolétarienne pour la révolution communiste, et que celle-ci est la condition sine qua non de la paix entre les nations avant même que puisse s'opérer leur fusion définitive.

Les fameuses campagnes pacifistes menées sous le signe de la politique de paix, de détente, de désarmement, soutenues par les grands partis ouvriers bourgeois et même par les représentants d'une soi-disant extrême gauche qui se fait l'humble servante des idéologies éculées du réformisme et du légalisme, servent-elles cette lutte prolétarienne et la préparation de la solution définitive au problème de la guerre?

Pas du tout. Tout d'abord parce qu'elles sont totalement inefficaces contre les préparatifs de guerre. En effet le monde d'aujourd'hui est devenu un véritable arsenal de moyens de destruction, les conflits s'y succèdent sans interruption, les dépenses militaires s'accroissent et les tensions internationales s'aiguisent de jour en jour. Mais n'est-ce pas le résultat de plus de dix années de «détente»? Le développement pacifique des échanges qui aurait dû rétablir des rapports de coexistence fraternelle entre les peuples n'a-t-il pas précisément conduit, au contraire, à cet engorgement du marché mondial et à cette crise de surproduction qui sont à la base de la course toujours plus frénétique vers la guerre?

Ensuite parce que ces campagnes **détournent les prolétaires de la lutte de classe** indépendante contre la bourgeoisie. Elles fournissent en effet un exutoire à la haine légitime des prolétaires pour la guerre en la canalisant dans les orniers de la protestation verbale, des appels au bon sens, de la renonciation à la violence, ne serait-ce que comme moyen de pression sur les gouvernements, en faisant de l'exigence de la paix un prétexte pour abandonner les luttes ouvrières de défense des

conditions de vie et de travail des exploités.

Elles contribuent en même temps à créer et à favoriser une atmosphère et des liens de solidarité nationale interclassiste qui nuisent à l'heure de la «défense de la patrie» en mobilisation pour la guerre. Et ils le feront d'autant mieux qu'ils auront servi à dissimuler pendant de longues années les frontières entre les classes en éduquant les prolétaires à reconnaître que malgré les conflits nombreux qui se développent entre eux et la bourgeoisie, il reste au moins avec elle, en tout cas avec ses représentants les plus éclairés, un terrain **commun**, une possibilité **d'entente**, fondée sur l'existence d'intérêts fondamentalement **convergents**. D'ailleurs, deux guerres mondiales n'ont-elles pas été menées au nom de la paix? Les gouvernements des deux camps en présence n'ont-ils pas juré à chaque fois qu'il s'agissait de la «der des ders», pour que les prolétaires acceptent de s'entre-égorger dans l'allégresse?

Ces campagnes permettent enfin, surtout en Europe et particulièrement dans les pays qui sont les plus susceptibles de devenir les théâtres privilégiés du conflit, aux bourgeoisies nationales de gagner le temps nécessaire, non certes pour rester neutres, mais pour **confirmer ou renier leurs alliances actuelles**, selon la ligne dictrée par les intérêts «supérieurs» de chaque «patrie» bourgeoise.

Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui en Europe, et particulièrement en Allemagne, le pacifisme va de pair avec l'anti-américanisme. Ce n'est pas un hasard si les classes dominantes ferment les yeux sur des manifestations qui ne dépassent pas les limites d'une protestation bruyante mais inoffensive, et préparent la possibilité d'un relâchement des liens trop étroits de dépendance vis-à-vis des Etats-Unis auxquels elles se trouvent assujetties aujourd'hui et auxquels elles s'efforcent dès aujourd'hui, bien qu'avec mille

précautions, de se soustraire sur le plan de la politique économique, commerciale, financière et, au moins partiellement, de la diplomatie.

Les guerres de l'ère impérialiste ont toujours été précédées, beaucoup plus que celles des époques précédentes, par des périodes de profonde «redistribution des cartes», de préparation tantôt souterraine et tantôt ouverte de nouveaux alignements, de passages lents ou précipités d'une alliance à l'autre, de dissolution et de recombinaison des blocs. L'Europe en particulier est aujourd'hui en train de traverser une de ces périodes, qui se mesurent peut-être moins à l'échelle des années que des décennies. Les bouffées de contestation et même de neutralisme tendanciel qui agitent l'OTAN comme la CEE annoncent le jour (sans doute encore difficile à prévoir) où les traités solennels **pourront** être tranquillement déchirés et où l'ennemi actuel pourra se changer en ami pour la vie.

Pour certaines bourgeoisies nationales, pour l'allemande en particulier, ce vernis pacifiste sert en outre, indépendamment même de ce qui se passera demain, d'atout en matière d'échange de marchandises et d'exportation de capitaux vers le bloc de l'Est que la bourgeoisie française manie différemment. Et qu'est-ce que la guerre, sinon la continuation de la politique par d'autres moyens? Qu'est-ce que la politique bourgeoise, sinon la préparation par d'autres moyens du conflit armé?

Les militants révolutionnaires qui comprennent cette fonction catastrophique du pacifisme ne doivent pas se laisser impressionner par le fait que les protestations anti-guerre sont encore, dans les conditions présentes, massivement et inévitablement orientées par le pacifisme bourgeois.

Ils doivent poursuivre, même contre le vent adverse, la propagande pour leur solution. Ils doivent également profiter de toutes les escarmouches qui opposent

des contingents particuliers de la classe ouvrière à la bourgeoisie pour aider des groupes, même restreints, de prolétaires, à prendre **confiance en leurs forces**, ce qui est une condition pour engager demain des combats de plus grande envergure et pour regarder en face et accepter les dures exigences de la lutte révolutionnaire.

Mais ces escarmouches se produisent aussi sur le terrain des réactions de révolte aux préparatifs de guerre, où il est nécessaire et possible de combattre les poisons du pacifisme, du légalisme, du chauvinisme, d'enseigner aux prolétaires la méfiance non seulement vis-à-vis des pacifistes bourgeois mais aussi des phraseurs petits-bourgeois et soi-disant ouvriers et révolutionnaires, qui sont les premiers à pousser des cris contre la guerre mais seront demain les premiers à capituler devant leur militarisme parce qu'ils sont incapables de préparer la **force de classe** qui peut s'opposer à lui, incapables de préparer minutieusement la lutte contre la classe adverse en instruisant le prolétariat de ses tâches particulières sur tous les terrains de la lutte sociale.

La maturation des contradictions capitalistes sape avec un entêtement silencieux les fondements du pacifisme dont elle suscite dans un premier temps les clameurs assourdissantes. Pourvu que les communistes révolutionnaires sachent tenir bon sur leurs positions et agir en conséquence, le déchaînement de la violence bourgeoise que provoquera la période de bouleversements qui s'annonce donnera à la classe ouvrière les éléments pour comprendre cet appel des communistes: «Vous voulez la paix? Alors préparez, préparons ensemble, la guerre de classe, la guerre civile révolutionnaire!»

LISEZ ET DIFFUSEZ LA PRESSE DU PARTI

EL COMUNISTA
EL PROLETARIO
PROLETARIO
PROLETARIER

SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR SON DEVELOPPEMENT !

Correspondance pour la Belgique:
J.A. BP 199
1060 Bruxelles 6

Correspondance pour la Suisse
Editions Programme, 12 rue du Pont
1003 Lausanne

El-Oumami n°23
mars 1982

L'UNJA: une fausse alternative — Que défend exactement l'UNJA — Un seul espoir pour les masses pauvres des steppes: le socialisme — Comment contraindre le parti marxiste révolutionnaire? Liberté de circulation hors des frontières — Solidarité avec les prisonniers politiques — Emeutes à Saïda — Non au décret Imbert-bis! — Les enseignements de la lutte du prolétariat polonais.

Ce Cahier est consacré à la critique de la thèse néostalinienne de la révolution par étapes, en vogue notamment chez les groupes maghrébins.

CRISE DES BR EN ITALIE

LA TRAJECTOIRE DU PARTI ARMÉ

Après la libération du général Dozier, les forces de l'Etat italien ont accentué leur offensive contre les Brigades Rouges et remporté d'incontestables succès. Même si elles débordent largement le milieu «terroriste», les arrestations se multiplient, et les caches d'armes et les réseaux tombent les uns après les autres. En même temps les médias montent en épingle les «abjurations» et «repentirs», et s'étendent sur la crise politique qui frappe les organisations de lutte armée.

Cette crise est en partie une conséquence de leurs revers militaires, mais elle a aussi des causes politiques. Pour le comprendre, il faut remonter à leurs origines.

Le terrorisme apparaît en Italie après le reflux du mouvement social de la fin des années soixante. Pendant un certain temps il est resté à un niveau artisanal et la bourgeoisie le considérait comme un phénomène gênant, mais plutôt marginal. C'est au milieu des années soixante-dix qu'il a fait un bond qualitatif qui l'a transformé en un véritable mouvement politique en même temps que son importance numérique et son influence augmentaient considérablement.

Divers facteurs ont concouru à ce développement. Avant tout l'aggravation de la crise mondiale qui, en Italie, a eu des répercussions beaucoup plus directes sur la classe ouvrière que dans d'autres pays de vieux capitalisme. Ensuite, et par contre-coup, le fait que les syndicats ont dû prendre très rapidement une attitude ouvertement anti-ouvrière pour pouvoir continuer leur politique de sauvetage de l'économie nationale, et donc participer directement aux attaques contre les conditions de vie

du prolétariat; cela a entraîné à leur égard une méfiance notable dans de larges secteurs de la classe ouvrière qui, dans des couches peu nombreuses mais extrêmement combattives, a créé un terrain pour une réaction «désespérée». Un troisième facteur, moins important mais non négligeable, a été la crise profonde des mouvements nés sur la lancée de 1968 et arrivant précisément à ce moment-là au terme de leur trajectoire, qui les conduisait soit à s'intégrer dans les institutions soit à disparaître.

C'est dans ce vivier que les divers courants «terroristes» ont pêché à pleines mains. Beaucoup de militants, parmi les plus sensibles et les plus combattifs, ceux qui ne voulaient ni se retirer dans la vie privée, ni travailler dans l'«aile gauche» des syndicats et des partis opportunistes, ont choisi la voie du «parti armé». C'est-à-dire qu'ils ont fait le choix qui, d'un point de vue immédiat, pouvait sembler le plus révolutionnaire: engager tout de suite la lutte armée contre l'Etat bourgeois.

Cet «engagement», qui pouvait sembler presque naturel à nombre de militants, implique un ensemble de conceptions qui ont été explici-

tées et théorisées à des degrés divers par les différents groupes. D'abord il exprime une réaction d'impatience devant la lenteur et les difficultés que connaît la reprise de la lutte de classe du prolétariat: puisque son point culminant est la lutte armée contre l'Etat capitaliste, on pense l'y porter **tout de suite** par la volonté d'une «avant-garde» prenant les armes pour entraîner toute la classe.

Cette vision ignore les conditions réelles de la montée révolutionnaire. Pour la justifier, le «parti armé» (pas seulement les BR, mais toutes les formations combattives qui sont apparues ces dernières années) considère que la révolution est un «processus en acte» depuis au moins 1968, ce qui déterminerait la constitution d'un vaste «Mouvement Prolétarien de Résistance Offensive» incarné par les divers groupes armés. Et la révolution n'est rien d'autre que l'action armée de ces différents groupes qui se proposent de frapper à mort l'Etat et les «multinationales de l'impérialisme», en frappant les personnes qui les représentent, en «désarticulant» ainsi les structures du pouvoir de la bourgeoisie et en mettant en place des structures de «contre-pouvoir prolétarien» dans tous les secteurs.

C'est en réalité une vision «apolitique», aussi bien de la lutte de classe que du parti lui-même. La première est coupée de toutes ses racines matérielles, sociales et

politiques, ravalée à la seule lutte armée, ce qui réduit la **mobilsation révolutionnaire** du prolétariat au seul accroissement numérique des combattants. Et le rôle du parti, pour ceux qui, comme les BR revendiquent un parti, est de tracer la voie de cette montée purement **quantitative** et de **pousser à la roue**. C'est le schéma indiqué dans les thèses de 1980 des BR: après la «propagande armée», elles veulent pousser au développement des «**organisations révolutionnaires de masse**» à travers l'intensification et l'élargissement de la **lutte armée exemplaire**. Parmi les groupes qui ont théorisé ouvertement l'«excitation», la RAF en Allemagne est allée jusqu'au bout: elle comptait explicitement **sur la répression provoquée par ses actions** pour pousser les prolétaires à se battre en leur dévoilant la nature réactionnaire de l'Etat capitaliste. Ils retrouvent ainsi une conception qu'ont eue, pendant la guerre, les PC qui pratiquaient précisément ce terrorisme mécanique contre l'«occupant».

Ce n'est pas un hasard si tant de groupes terroristes ont repris l'imagerie maoïste assimilant la bourgeoisie à un «occupant étranger». Et on retrouve ici un autre aspect de leurs théorisations. Beaucoup de groupes se considéraient comme des «partisans» opérant **sur les arrières** de l'impérialisme, en liaison avec les «lutttes anti-impérialistes du tiers-monde» ou encore avec le «camp socialiste». De là l'importance de la

(Suite page 4)

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● **A Bruxelles**: Le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

- **A Angers**: vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand Marché, place Leclerc.
- **A Caen**: Vente au marché St-Pierre, de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.
- **A Grenoble**: vente au marché St-Bruno, de 10 h à 11 h, les samedis suivants: 20 mars, 3 et 17 avril, etc.
- **Au Havre**: vente au marché d'Harfleury le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.
- **Au Mans**: vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.
- **A Laval**: vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.
- **A Lille**: tous les mercredis de 18 à 19 h, 27 rue Adolphe.
- **A Lyon**: 17 rue René Leynaud, Lyon 1^{er}, dans la cour, 2^e porte à gauche de 14h à 16 h, les samedis 27 mars, 10 et 24 avril, etc.
- **A Nantes**: vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.
- **A Paris**: 20 rue Jean Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon. Vente tous les dimanches de 10h30 à 12h au marché d'Aligre.
- **A Rouen**: vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.
- **A Roubaix**: vente au marché (face à la Poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.
- **A Strasbourg**: vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9h à 10h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.
- **A Toulouse**: vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h, soit les 28 mars, 11 et 25 avril, etc.
- **A Valence**: vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 28 mars, 11 et 25 avril, etc.

EN SUISSE

- **A Lausanne**: tous les samedis de 10 h à 12h, 12 rue du Pont, atelier du rez sup.
- **A Genève**: tous les samedis de 10h à 12h, 73, rue de Saint-Jean (côté James-Fazy). Prendre ascenseur pour sous-sol, 1^{er} porte à gauche, puis 1^{er} porte à droite «atelier».

Abonnements:

1 an: 70 F, 6 mois: 35 F
Pli fermé: 105 F et 55 F

Abonnements de soutien:
à partir de 120 F

Correspondance et abonnements:
20, rue Jean Bouton - 75012 Paris

Versements:

Chèque bancaire à l'ordre de Saro
ou chèque postal à l'ordre du «Proletaire»

Travailleurs sans-papiers: LES FORCES A COMBATTRE

(Suite de la page 1)

s'est vu refuser l'examen de dossiers déposés après le 15 janvier. En même temps, le gouvernement utilise ses différents rouages administratifs pour pousser le maximum de travailleurs au départ. L'examen cas par cas, avantageux pour lui par sa lenteur, lui permet de plus de calculer le nombre de refus sur la base d'une appréciation politique de la situation. Nous pouvons observer que ce nombre va en augmentant alors qu'il était presque nul aux premières réunions des commissions (sans doute pour encourager les dépôts et indirectement l'opération de fichage). Les refus touchent plus particulièrement les éléments isolés.

Ceux dont le dossier est «défendu» par les organisations syndicales et les organisations de l'immigration reconnues ont eu droit généralement à ce jour à de plus de mansuétude. Encore faut-il préciser que la multitude des niveaux de décision aboutit souvent à ce que des dossiers acceptés par exemple par la commission ad hoc soit rejetés par la Direction départementale du Travail.

Cette procédure complexe a plusieurs avantages pour la bourgeoisie à l'heure actuelle: elle renforce les illusions des travailleurs et facilite leur encadrement par les organisations opportunistes.

Le gouvernement a tout intérêt à cela: son rôle d'«arbitre» s'en trouve renforcé et les faveurs qu'il accorde à telle ou telle organisa-

tion permettent d'émuquer en partie la combativité des travailleurs et d'imposer des solutions minimales et pacifistes. Le statut des bonzes s'en trouve du même coup lui-même valorisé.

Mais ceci ne peut se faire qu'au prix de l'abandon de larges catégories de prolétaires sans-papiers et de la revendication qui les unit: **la régularisation de tous sans conditions.**

Cette revendication, les organisations syndicales ne l'ont certes jamais avancée, mais elles allaient au début un peu plus loin que le gouvernement en optant pour la date limite du 10 mai 1981. Aujourd'hui, elles n'en parlent même plus, préférant s'aplatir carrément derrière les positions du gouvernement.

L'alignement de la direction de la MTI sur les positions gouvernementales n'a pas tardé non plus: de la régularisation sans conditions, elle est passée directement à celle des seuls 140000 travailleurs qui ont pu déposer leurs dossiers. Sans doute la MTI considère-t-elle qu'elle a suffisamment fait son plein d'adhérents durant cette campagne, dont certains difficiles à contrôler! C'est sous la pression des travailleurs qu'elle a dû, en effet, entreprendre une action d'occupation à Paris le 17 février. Elle a pris soin, cependant, d'exclure les travailleurs de la direction et de la préparation de cette action: malgré les promesses, ils n'ont même pas pu assister aux négociations. Par ailleurs, qu'a fait

la direction de la MTI de réellement concret pour populariser les luttes qui ont éclaté à Avignon et à Nîmes et favoriser leur extension, sinon alerter les organisations démocratiques qui se sont dépêchées au contraire de les isoler et les circonscrire?

A Avignon et à Nîmes en revanche, les mouvements étaient certes contrôlés par des militants locaux de la MTI et plus précisément de l'AMF qui n'ont pas rompu politiquement avec leur direction, mais qui ne sont pas pour autant complètement insensibles aux doléances des travailleurs. Là, en effet, le poids matériel de la corruption est moins fort et nombre de ces militants sont encore eux-mêmes directement intéressés par le problème. Tout en restant fermes sur la critique des méthodes et des orientations qu'ils proposent pour la lutte, pour la simple raison qu'elles sont loin de favoriser son succès, nous leur faisons quand même justice en ne les confondant pas avec leur direction. Pour cette dernière en effet, ces méthodes et ces orientations sont l'application d'une ligne constante de collaboration de classe qu'elle défend depuis de

longues années.

Aujourd'hui, le problème de la régularisation reste toujours posé. Pire, il est doublé du risque d'expulsions. Des milliers de sans-papiers n'ont même pas pu déposer leurs dossiers. La majorité de ceux qui ont pu quand même le faire se retrouvent avec un récépissé (la fameuse feuille jaune) qui ne leur permet ni de se faire embaucher, ni de consulter les offres d'emploi dans les ANPE, ni même d'encaisser un chèque dans une banque ou dans une poste. Un peu partout, des groupes de travailleurs essaient de se préparer et de s'organiser afin de faire aboutir par la lutte et les méthodes d'action directe leurs revendications.

Fidèles à nos principes, qui sont ceux du communisme révolutionnaire, nous ne manquerons pas d'apporter notre contribution à ces efforts. Nous appelons aussi tous les militants et travailleurs combattifs français et immigrés à manifester à cette occasion leur solidarité ouvrière, car l'attaque que prépare la bourgeoisie contre la partie la plus vulnérable de la classe que sont les prolétaires sans-papiers est une attaque contre toute la classe ouvrière.

Une percée chez les travailleurs africains

Les 8 et 9 mars a eu lieu à Paris une action de travailleurs africains pour leur régularisation sans conditions. Cette action était organisée par le Comité de lutte des sans-papiers, qui rassemble pour l'instant des travailleurs de quatre foyers de travailleurs immigrés.

Le 8, la permanence de Georges Sarre (député PS) à la mairie du 11^e arrondissement était occupée par une centaine de travailleurs. La nouvelle était propagée dans différents foyers, la presse ainsi que les radios libres étaient contactées. Ainsi, dans la soirée, 150 à 200 travailleurs se regroupaient devant les grilles de la mairie pour soutenir leurs camarades. Dans la nuit, Sarre finit par arriver et par proposer aux travailleurs de venir avec lui le lendemain à la préfecture de police. Les travailleurs acceptèrent

cette proposition à la condition qu'aucune distinction ne soit faite entre eux à partir de la date d'entrée en France. Ils décidèrent donc de lever l'occupation et de préparer un rassemblement pour le lendemain.

Le mardi, 400 travailleurs se retrouvaient devant la préfecture. Mais le préfet refusa de prendre en considération leurs revendications et déclara s'en tenir à la lettre de la loi. Le député l'appuya et accusa même les délégués de vouloir «foutre la merde». Devant cette attitude, la délégation refusa de discuter davantage, et les 400 travailleurs partirent en manifestation jusqu'à un foyer où devait se tenir une assemblée générale. Les mots d'ordre de cette manifestation combative étaient: «régularisation de tous les sans-papiers», «carte de travail sans conditions», «Français-immigrés, égalité des droits».

Cette action, ainsi que la formation du Comité de lutte des sans-papiers, a été le résultat du patient travail d'organisation entrepris depuis des mois par le Regroupement issu de la lutte des foyers. Elle a reçu l'appui du Comité de coordination des sans-papiers et a permis de prendre des liens entre résidents de plusieurs foyers, forgeant ainsi une base réelle pour l'élargissement de la mobilisation. Celle-ci a fait depuis de notables progrès dans les foyers, où l'action des 8 et 9 mars a eu un grand retentissement.

On peut saluer la participation et la mobilisation importantes des travailleurs africains dont beaucoup sont maintenant prêts à agir. De plus, la lutte reçoit de plus en plus l'appui de travailleurs avec papiers, qui se rendent bien compte qu'ils sont aussi concernés. Le gouvernement, qui a voulu semer le vent de la division et de l'écrasement des travailleurs immigrés, pourrait bien récolter la tempête de leur colère et de leur exaspération.

Sous le voile de Marianne la pourriture bourgeoise

(Suite de la page 1)

la bourgeoisie, des moines soldats de la collaboration de classe agissant par idéal. La société bourgeoise étant fondée sur la guerre de tous contre tous et faisant du profit son idéal, l'Etat, l'ordre et la paix sociale sont au service du Capital. Mais celui-ci n'apparaît pas en tant qu'entité. Il se manifeste concrètement à travers le pouvoir de cliques, bandes et coalitions d'intérêts qui, en toute honnêteté

capitaliste, prennent un pourcentage sur les services qu'ils rendent à la collectivité... capitaliste, s'entend!

La classe ouvrière n'a rien à faire dans ces querelles où on cherche à la mettre au service de l'une ou l'autre coterie bourgeoise. Elle doit utiliser des médicaments de choc, non pas pour guérir Marianne mais pour l'envoyer aux vers, avec le système de domination bourgeoise, son maître.

La crise des BR en Italie

(Suite de la page 3)

discussion sur la nature et le rôle de l'URSS qui déchire actuellement les BR: le cycle révolutionnaire du tiers-monde est pratiquement achevé, et si on doit reconnaître la Russie — ainsi que la Chine — comme «social-impérialiste» (même si c'est dans un sens très différent de celui qu'avec Lénine nous donnons à ce terme) la stratégie des «partisans sur les arrières» n'a plus de sens et il faut faire passer au premier plan celle de l'escalade de l'excitation. C'est dans ce sens que s'orientaient déjà les thèses de 1980.

Mais alors, l'impuissance à sortir de l'isolement pour susciter un véritable mouvement de masse et les revers militaires très durs doivent provoquer et provoquent en effet un désarroi terrible. C'est lui qui, s'ajoutant à la pression féroce de l'Etat allant de la corruption à la torture, est à la base des nombreux «repentirs» aussi bien que de la crise politique dans les «partis armés».

Dans la mesure où on ignore le processus objectif de la lutte de classe, avec tous ses facteurs matériels, historiques, politiques et

le rôle réel que la conscience et la volonté du parti peuvent y jouer; dans la mesure où on veut la déterminer essentiellement par les opérations de guérilla du «parti combattant», les succès de la répression étatique apparaissent comme une défaite définitive: c'est le **moteur même de la révolution** qui tombe aux mains de la bourgeoisie lorsque ses corps spéciaux démantèlent les réseaux de lutte armée. Et le militant qui ne veut pas «se repentir» est conduit inévitablement à penser que l'**épicerie** de la lutte de classe se trouve là où est enfermée la masse des «communistes combattants», à savoir **dans les prisons**; les documents des prisonniers des BR de Trani et Palmi 1981 vont très loin dans ce sens.

C'est là qu'apparaît dans toute sa clarté le **résultat effectif** d'une fausse orientation prise par une combativité réelle. D'une part, elle a produit une **fausse polarisation** de la société, séparant et opposant les «terroristes» et les démocrates, au lieu de séparer et d'opposer les **classes**. D'autre part, elle a **isolé encore plus** les éléments combattifs: matériellement, parce qu'ils se repliaient sur l'action purement illégale avant même d'être isolés

dans les prisons; politiquement, par la perspective abstraite et impossible qu'ils traçaient aux masses et dont l'échec les conduisit finalement à théoriser leur isolement. Elle a ainsi privé la masse ouvrière d'un grand nombre d'éléments qui auraient pu devenir **ses organisateurs et ses dirigeants immédiats**, et renforcé par là même le poids des forces conservatrices, tout en **entravant** le processus d'organisation de la classe ouvrière.

Ces tentatives «romantiques» étaient cependant inévitables: la reprise de classe avance péniblement, par mille détours. Il fallait sans doute qu'elle passe par cette tentative extrême d'accélérer le cours de l'histoire et d'imposer par la volonté la révolution immédiate. Et l'expérience n'est pas nécessairement stérile, même si son résultat est négatif sur le terrain immédiat. D'une part, beaucoup de militants du mouvement, qui sont passés par cette expérience, devront se retrouver demain au rendez-vous de la lutte révolutionnaire. D'autre part, l'expérience elle-même donne les éléments d'un **bilan** qui doit permettre à des individus ou à des groupes de dépasser ses orientations pour

prendre conscience de l'ensemble et de la complexité des exigences de la révolution prolétarienne et communiste.

Le fait que nous ayons combattu d'emblée une orientation fautive, sans avoir cependant la force d'éviter au prolétariat d'en faire l'expérience, ne nous a pas empêchés de montrer la nécessité d'une **solidarité** et d'une **défense active** de ces militants. Même s'ils faisaient fautive route et étaient condamnés d'avance à l'échec, ils se dressaient contre l'ordre bourgeois et appelaient, bien ou mal, les prolétaires à ne pas les subir passivement. Les prolétaires conscients devaient et doivent les défendre contre la répression bestiale que la bourgeoisie a déchaînée contre eux.

Cette solidarité va aux combattants, même si leurs conceptions sont erronées. Mais elle doit s'accompagner d'une lutte théorique et pratique contre les orientations insuffisantes et fausses afin de permettre aux prolétaires influencés par elle et aux militants qui les suivent de les dépasser quand ils s'aperçoivent qu'elles deviennent un **obstacle** sur le chemin du développement de la lutte de classe.

Directeur-gérant: SARO
Imprimerie - Editions Polyglottes -
232, rue de Charenton - 75012 Paris
Distribué par les NMPP
N° d'inscription à la commission paritaire
de presse: 52926